

GROUPEMENT DE COMMANDES INTERDEPARTEMENTAL



Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures












TENUES MAILLES DES SAPEURS POMPIERS

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Date limite de dépôt des offres : 14 mars 2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE	
	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Fournitures</p> <p><u>Objet</u> : TENUES MAILLES DES SAPEURS POMPIERS</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Groupement de commandes interdépartemental constitué entre les SDIS du Grand Est. Prennent part à cette consultation, les SDIS des Ardennes, de l'Aube, de la Haute Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges</p> <p>Le SIS du Haut Rhin est désigné comme coordonnateur pour la présente consultation.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.alsacemarchespublics.eu/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante autorisée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>Prestations supplémentaire éventuelle</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 35811100-3 : Uniformes de pompiers</p>

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	7
1. - OBJET DE LA CONSULTATION	7
2. - ETENDUE DE LA CONSULTATION	7
3. - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	7
4. - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	7
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
2.1 - DUREE DE L'ACCORD CADRE - DELAIS D'EXECUTION	7
2.2 – VARIANTES LIBRES ET VARIANTES IMPOSEES	8
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT	8
2.5 - LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ	8
2.6 - DECOMPOSITION EN LOTS	8
2.7 – ECHANTILLONS	9
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 7 : RECOURS	12
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

A titre introductif, il est porté à la connaissance des candidats que cette consultation est passée dans le cadre d'un groupement de commandes interdépartemental constitué entre les SDIS du Grand Est. Prennent part à cette consultation, les SDIS de l'Ardennes, de l'Aube, de la Haute Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges.

Le SIS du Haut Rhin est désigné comme coordonnateur pour la présente consultation.

Les candidats pourront prendre connaissance ci-dessous d'un extrait de la convention constitutive du groupement de commandes afin de prendre connaissance du rôle de chaque membre :

« Mission des coordonnateurs

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles relatives aux Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations devant conduire à la sélection d'un ou plusieurs cocontractants.

Dans le détail, il s'agit :

- *de définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,*
- *de recueillir auprès de tous les membres l'état de leurs besoins, préalablement à l'envoi de l'avis de marché,*
- *de rédiger l'ensemble des pièces du dossier de consultation des entreprises (Acte d'Engagement, Bordereaux de prix, règlement de consultation, CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières), CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), lesquelles sont approuvées par chaque membre du groupement de commandes interdépartemental.*
- *de procéder à la publication de l'avis de marché dans le BOAMP ainsi qu'au JOUE et sur le profil d'acheteur, et tout support qu'il juge nécessaire,*
- *de transmettre les dossiers aux candidats qui en feront la demande, de répondre et de publier les questions/réponses des candidats le cas échéant,*
- *de convoquer la commission d'appel d'offres dans le respect d'un délai raisonnable (5 jours francs – quorum), et d'en assurer le secrétariat,*
- *de procéder à la rédaction du registre de dépôt des plis, du procès-verbal d'ouverture des plis par le représentant du coordonnateur, des procès-verbaux de décisions de la commission d'appel d'offres du groupement suite à l'analyse des candidatures par le représentant du coordonnateur, du rapport d'analyse par la commission technique et du procès-verbal d'attribution des marchés par la commission d'appel d'offres du groupement*

de commandes interdépartemental , ainsi que du rapport de présentation prévu à l'article 105 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ,

- *de mettre à disposition des membres de la commission d'appel d'offres du groupement les éléments de l'analyse dans un délai raisonnable avant la tenue de la commission visant à l'attribution des marchés ;*
- *d'informer les candidats évincés du sort de leur candidature et de leur offre,*
- *de répondre le cas échéant aux contentieux précontractuels après autorisation de son organe délibérant d'ester en justice,*
- *de signer avec le ou les cocontractants retenus le ou les marchés au nom et pour le compte de l'ensemble des adhérents au groupement,*
- *de transmettre en deux exemplaires ou par voie dématérialisée l'ensemble des pièces du marché au représentant de l'Etat pour qu'il puisse exercer le contrôle de légalité,*
- *de notifier au(x) titulaire(s) le(s) marché(s) au nom et pour le compte de l'ensemble des adhérents au groupement,*
- *d'envoyer pour publication au BOAMP, au JOUE l'avis d'attribution du marché,*
- *de communiquer aux membres du groupement de commandes les pièces de marché signées,*
- *d'adresser aux membres tout document utile tel que les éventuelles révisions de prix, les dates de congés annuels qui lui serait transmis par le titulaire,*
- *de la signature au nom et pour le compte des membres du groupement et de la notification des éventuels avenants en cas de modification du marché dans le respect des règles de la commande publique,*
- *le cas échéant, selon les documents particuliers propres à chaque marché ou accord cadre, reconduire les marchés ou les accords-cadres pour le compte des membres du groupement après décision de chaque membre sur sa volonté de reconduire ou non les marchés ou les accords-cadres*
- *de recenser les incidents grevant l'exécution par le titulaire des différents marchés au profit de l'un des membres du groupement, et d'en informer les autres membres.*
- *D'assurer la résiliation des marchés ou accords-cadres, sans accord exprès des assemblées délibérantes des membres, dans les cas suivants :*
 - *Inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48, 50 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics*

- Refus par le titulaire du marché ou de l'accord cadre de produire les pièces prévues aux articles D 822-5 et D 822- 7 et 8 du Code du travail
- Liquidation judiciaire du titulaire du marché ou de l'accord cadre
- Décès ou incapacité civile du titulaire à la condition qu'il ne donne pas lieu à proposition de continuation par les ayants droits ou le curateur

Dans les autres cas de résiliation, l'accord exprès de chaque membre, par courrier, est requis. Le montant de l'indemnité éventuelle est divisé par le nombre de membres, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le marché ou accord cadre concerné.

Obligations de chacun des membres du groupement

De leur côté, chacun des membres du groupement s'engage à :

- Définir préalablement au lancement de la procédure ses besoins propres pour une partie ou l'ensemble des prestations prévues à l'article 2 de la convention,
- Formuler ses remarques sur les documents fournis par le coordonnateur dans les délais impartis,
- Participer à l'analyse ou à défaut valider le résultat, de l'analyse des candidatures et des offres avant attribution,
- Exécuter le ou les marchés portant sur ses propres besoins,
- Informer le coordonnateur 4 mois avant la date de reconduction de son souhait de ne pas reconduire un ou plusieurs marchés ou accords-cadres.
- Transmettre au coordonnateur son avis en vue de la conclusion des éventuels avenants en cas de modification du marché,
- Informer le coordonnateur de toute difficulté rencontrée avec le titulaire dans l'exécution de ses marchés.

Chaque membre se charge de l'exécution de ses marchés ou accords-cadres à l'issue des procédures organisées dans le cadre du groupement. Ainsi, chaque membre du groupement procède à l'émission des commandes pour ses besoins propres, vérifie la bonne exécution de la commande (réception) règle lui-même au titulaire la partie des prestations qui le concerne. »

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1. - Objet de la consultation

Le présent règlement de la consultation s'applique à l'accord cadre relatif à la fourniture de tenues mailles de sapeurs-pompiers (polos, pulls et sweats) dont les caractéristiques figurent au cahier des clauses techniques particulières.

2. - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles L2124-2, et R2124-2 du code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande mono attributaire, avec un maximum passé en application de l'article L2125-1 du code de la commande publique

Les bons de commande seront notifiés par les différents pouvoirs adjudicateurs au fur et à mesure des besoins.

3. - Conditions de participation des concurrents

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Le coordonnateur du groupement de commande ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

4. - Nomenclature communautaire

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les suivantes :

- 35811100-3 - Uniformes de pompiers
- 18235100-6 : pull-overs
- 18235300-8 : sweat-shirts
- 18333000-2 : chemises, polos

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée de l'accord cadre - Délais d'exécution

Chaque accord cadre sera conclu pour une durée de 1 an reconductible trois fois un an à compter de sa notification.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.
Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

2.2 – Variantes et Prestations Supplémentaire Eventuelle

Les variantes ne sont pas autorisées.
Prestations supplémentaire éventuelle – ART 17 du CCTP

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objet du présent accord cadre seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- ressources propres,
- paiement par virement administratif.

Les sommes dues seront mandatées dans un délai de 20 jours et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40€. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

2.5 - Lieu d'exécution du marché

Dans les départements des adhérents au groupement de commandes.

2.6 - Décomposition en lots

La présente consultation ne présente qu'un seul lot. En effet les prestations ne sont pas alloties car la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations.

2.7 – Echantillons

Afin de permettre la comparaison qualitative des produits, les candidats devront faire parvenir obligatoirement à chaque SDIS prenant part à la consultation, sous peine de rejet de leur offre, des échantillons gratuits étiquetés au nom du prestataire comme décrits dans le CCTP de chaque lot.

Les échantillons adressés devront être remis sous pli précisant la mention suivante « échantillons pour le marché groupement de commandes grand Est pour la fourniture de tenues mailles de Sapeurs-Pompiers »

Les échantillons devront être adressés avant la date limite de remise des offres **aux adresses indiquées dans les CCTP** ou être déposés contre récépissé de dépôt du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 16h00.

Certains échantillons seront soumis à des tests destructifs (essai de lavages multiples..) En conséquence, les SDIS ne s'engagent pas à rendre les échantillons à l'état neuf.

Les échantillons des candidats non retenus pourront être retirés dans un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre les informant que leurs offres n'ont pas été retenues.

Les échantillons non retirés ne pourront être facturés.

Les échantillons fournis par le titulaire du marché seront conservés, ils serviront de modèle pour les livraisons en cours du marché.

Les services se réservent le droit de vérifier le résultat des tests fournis par le prestataire auprès d'un laboratoire agréé.

Ces échantillons ne devront en aucun cas contenir des pièces relatives à l'offre qui devront quant à elles être adressées au SIS du Haut Rhin par voie dématérialisée selon les modalités indiquées ci-dessous.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) ;
- Le bordereau de prix unitaires

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil du SIS du Haut Rhin sur la plateforme suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu>

Modification du détail du dossier de consultation, le coordonnateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le S.I.S. du Haut Rhin répondra aux questions des candidats formulées au plus tard 8 jours avant la date limite de dépôt des offres.

Les échanges entre candidats et pouvoir adjudicateurs pourront se faire par message électronique.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

A) Les déclarations, certificats et attestations suivantes prévus à l'article R2143-3 du code de la commande publique :

1. Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent).
2. Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat (ou DC2) le cas échéant pour justifier :
 - a) Qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales (DC2 ou équivalent);
 - b) Qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir (DC2 ou équivalent);
 - c) Qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux art. L8221-1 à L8221-2, L8221-3 à L8221-5, L5221-8 à 8251-1, L8231-1, L8241-1 à L8241-2 du Code du Travail (DC2 ou équivalent)
 - d) Qu'il est en règle au regard des dispositions de l'article L 5212-1 à L5212-4, L5212-5 et L5212-9 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés. (DC2 ou équivalent)
 - e) Dans le cas où il emploie des salariés, que la réalisation du travail sera effectuée par des salariés régulièrement employés au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail
3. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés (DC2)
4. Un extrait Kbis

Remarque : Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables sur :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Il est à noter que conformément à l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats n'ont pas à fournir les documents qui peuvent être obtenus gratuitement en ligne à condition qu'ils fournissent les informations nécessaires à leur consultation.

Selon l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 en lieu et place des documents et renseignements justifiant de leurs capacités. Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Le DUME devra être obligatoirement rédigé en français.

B) Un projet d'accord cadre comprenant :

- L'acte d'engagement,
- Le bordereau de prix unitaires complété et signé du lot,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé dument complété,
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat
- Un certificat de labelisation "Sécurité Civile Française"
- Un certificat de conformité à la norme délivré par un organisme agréé (pour les polos)
- Une notice d'utilisation (pour les polos)

NB : Conformément à la nouvelle réglementation applicable aux marchés publics, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée que de la part du candidat retenu.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 (candidature) R2152-1 et R2152-2 (examen des offres) et R2152-3 et R2152-7 2° du code de la commande publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour le jugement des candidatures sont :

- Garanties et capacités techniques et financières sur le fondement du DC1 et du DC2

Les critères retenus pour le jugement des offres sont avec leur pondération, les suivants

- **Valeur technique du produit** (note/10, pondération 50%).

L'étude des offres relatives à ce critère se fera comme suit :

- conformité aux prescriptions, (note sur 3)
- qualité de la confection, des matériaux et composants, (note sur 3)

- qualité du confort. (note sur 2)
- labélisation. (note sur 2)

- **Prix** (note/10, pondération 30%).
L'étude des offres relatives à ce critère est purement mathématique. Le moins cher, obtient automatiquement la note de 10/10, les suivants obtiennent une note de 10 minorée du pourcentage qui sépare les 2 prix.
- **Délai de livraison** (note/10, pondération 10%)
- **Démarche de développement durable** (note/10, pondération 10%)

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations prévus aux articles R 2143-6 et R 2143-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats doivent transmettre, par voie dématérialisée, leurs plis sur le profil acheteur du SDIS du Haut Rhin disponible à l'adresse suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu>

Par contre, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

ARTICLE 7 : LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Strasbourg

Tél. : 03 88 21 23 23

Email : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Strasbourg

Tél. : 03 88 21 23 23

Email : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Pour un renseignement d'ordre administratif :

Service d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin
Groupement des Moyens Administratifs et Financiers– Service de la commande publique
Madame NERONE (Tel : 03 89 30 18 46) ou Madame RIESS (Tel: 03 89 30 18 35)
marches@sdis68.fr

Pour un renseignement d'ordre technique :

Service d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin
Groupement d'Appui Logistique et Technique- Service équipement
Daniel RICHERT (Tél. 03 89 30 18 12)
daniel.richert@sdis68.fr

Il est également possible de poser des questions via le site <https://alsacemarchespublics.eu/>.